

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202949]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de croissance et développement de l'entreprise, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3, 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 20;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1^o le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3^o le SPW EER : le Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

4^o la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse www.cheques-entreprises.be;

5^o l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 21 décembre 2016 et ne relevant pas des secteurs suivants :

a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);

b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL : 01.1 à 01.5).

6^o la valeur ajoutée : l'effet de levier généré sur l'économie wallonne ou le résultat positif de prestations de services qui permettent d'atteindre des objectifs en termes de transformation profonde et durable d'entreprises, d'accroissement de leurs performances, d'expansion ou de diversification de leurs activités, idéalement accompagné de création d'emploi et de croissance du chiffre d'affaires.

Concernant le 6^o, a contrario, certaines prestations moins structurantes concernant, par exemple, la mise à jour de normes déjà implémentées, des actions de sensibilisation des bénéficiaires à une problématique donnée et l'externalisation de services permettant uniquement une réduction des coûts internes pour l'entreprise, ne conduisent pas suffisamment au résultat recherché d'effet de levier sur l'économie wallonne.

CHAPITRE II. — *Chèques de la thématique « croissance et développement de l'entreprise »*

Art. 2. Les aides octroyées en vertu du présent arrêté concernent le portefeuille intégré relatif à la thématique de la croissance et du développement de l'entreprise.

Cette thématique est composée de deux chèques :

- 1^o le chèque « diagnostic, croissance et développement d'entreprise »;
- 2^o le chèque « accompagnement, croissance et développement d'entreprise ».

Ils sont accessibles aux entreprises tel qu'indiqué à l'article 1^{er}.

Art. 3. § 1^{er}. Les dossiers relatifs aux aides du portefeuille intégré sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des aides du portefeuille intégré relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

Art. 4. Lors de l'introduction, le dossier contient les documents suivants :

- 1^o la demande de chèque générée par la plateforme;
- 2^o la convention entre bénéficiaire et prestataire générée par la plateforme. Cette dernière peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée.;

3^o l'attestation de minimis;

4^o l'attestation PME.

Lors de la clôture du chèque, le dossier contient les documents suivants :

1^o le rapport de prestations généré par la plateforme. Ce dernier peut être complété par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée.;

2^o la facture émise par le prestataire.

Art. 5. Les chèques de la thématique « croissance et développement de l'entreprise » ont pour finalité de soutenir la stratégie de croissance et de développement de l'entreprise, en vue de générer de la valeur ajoutée pour l'économie wallonne et en favorisant notamment les méthodes et les pratiques d'amélioration des performances organisationnelles ou en favorisant les performances commerciales et la politique de marketing de l'entreprise.

Les types de coûts admissibles au travers de ces chèques couvrent :

1^o les prestations visant l'amélioration ou le développement des méthodes organisationnelles, visant l'excellence opérationnelle, dans les domaines principaux suivants :

- a) la gestion financière;
- b) la gestion des flux de production et logistique;
- c) la gestion de la qualité ;
- d) la gestion des normes de sécurité;
- e) la gestion environnementale à l'exclusion des études d'incidence et stratégie de développement durable;
- f) la gestion interne, comprenant notamment la gestion des ressources humaines, le développement des compétences en interne, la gouvernance de l'entreprise, l'organisation et communication interne;
- g) la politique industrielle, comprenant notamment la politique d'investissement et de production;
- h) la mise en place d'un processus Industrie 4.0.;
- i) Les conseils juridiques en matière commerciale, comprenant notamment l'établissement de contrats de distribution, de licence;
- j) Les conseils juridiques et financiers dans le cadre d'un transfert de technologie.

2^o les prestations visant l'amélioration ou le développement des performances commerciales dans les domaines suivants :

a) la politique de marketing, e-marketing et développement commercial, comprenant notamment la réalisation ou l'achat d'études de marché, l'établissement d'une stratégie commerciale et de communication, la définition d'un modèle d'affaires ou de positionnement de marché, la réalisation d'un business plan ou d'un plan d'affaires;

b) la différenciation commerciale des produits ou services, en ce compris le développement de nouveaux business modèles;

c) le développement ou amélioration de la politique de communication externe à l'exclusion des frais de réalisation.

d) le design notamment de nouveaux produits, redesign de produits existants, design de services, design de packaging, design textile,...

e) les frais de consultance et d'accompagnement en matière de gestion de l'innovation notamment via le recours à des méthodes spécifiques de gestion de l'innovation incluant éventuellement la réalisation d'un produit minimum viable.

Art. 6. Les coûts admissibles couverts par les chèques de la thématique « croissance et développement de l'entreprise » relèvent du pilier « conseil » du portefeuille électronique de l'entreprise. Ils concernent soit :

- a) la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic, en tant qu'examen de la situation actuelle et analyse des besoins,
- b) des prestations d'accompagnement à la mise en œuvre d'un plan d'actions.

Le chèque « diagnostic, croissance et développement de l'entreprise » comprend un ensemble de prestations liées à une demande de diagnostic ou d'état des lieux en vue d'identifier les services et leurs impacts potentiels sur la croissance de l'entreprise.

Ce diagnostic est soit généraliste et aborde l'entreprise sous ses différentes facettes, soit spécialisé en fonction de priorités identifiées préalablement par le dirigeant. Les prestations éligibles sont variables et peuvent notamment consister en :

- a) un diagnostic ou état des lieux;
- b) des recommandations stratégiques, tel un plan d'actions;
- c) des audits spécialisés.

En fonction de la spécificité du diagnostic, un livrable portant sur l'identification des actions favorables à la croissance de l'entreprise ainsi qu'une première proposition de plan d'actions est établi.

Le chèque « accompagnement, croissance et développement de l'entreprise » porte sur un accompagnement à la croissance qui permet d'affiner le plan d'actions et d'accompagner le dirigeant dans la mise en œuvre de celui-ci.

Art. 7. Sont exclus des coûts admissibles pour le chèque « accompagnement, croissance et développement de l'entreprise » :

- 1° les coûts de réalisation effective et de mise en œuvre des plans d'actions;
- 2° les facturations portant sur des prestations récurrentes ou routinières effectuées par un prestataire pour compte d'un même bénéficiaire, même s'il est permis de facturer séparément les différentes phases d'une même prestation;
- 3° les prestations d'externalisation ne s'inscrivant pas dans une démarche de développement et de création de valeur ajoutée;
- 4° les prestations découlant de la gestion ordinaire ou de l'exécution d'obligations légales telles que, entre autres, la tenue d'une comptabilité, les prestations portant sur l'exécution de normes de sécurité ou environnementales obligatoires, comme notamment la mise en place d'un Service Interne de Prévention et de Protection au Travail (SIPPT), la méthode Hazard Analysis Critical Control Point (HACCP), les études d'incidences.

Les prestations préalables à l'implémentation d'une norme non obligatoire à mettre à jour régulièrement sont admises alors que les mises à niveau ultérieures ne le sont pas.

Art. 8. Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles des chèques « croissance et développement de l'entreprise » est de cinquante pourcent.

Le montant total de l'intervention publique octroyée par bénéficiaire sur trois années dans le cadre des chèques « croissance et développement de l'entreprise » est limité à 90.000 euros.

Pour les chèques visés à l'article 2, § 2, 1°, le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 25.000 euros sur trois années.

Pour les chèques visés à l'article 2, § 2, 2°, le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 90.000 euros sur trois années.

Les prestations de services sont réalisées dans les six mois pour les audits et douze mois pour les prestations d'accompagnement à la mise en œuvre d'un plan d'action à dater de la recevabilité.

Art. 9. Conformément à l'article 10 du décret du 21 décembre 2016 et aux articles 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence et, le cas échéant d'un centre d'avis spécifique, peuvent réaliser les prestations pour les chèques « croissance et développement ».

Un prestataire de services ne peut pas réaliser une prestation visée par le présent arrêté pour une entreprise dans laquelle il est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

Art. 10. Dans le cadre des chèques « croissance et développement », outre les éléments minimaux demandés à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le prestataire joint à sa facture un rapport d'exécution qui contient au moins les informations suivantes :

- 1° le planning détaillé des jours effectifs de prestation;
- 2° en cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation;
- 3° le cas échéant, une distinction entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui le sont en dehors de la convention, comme notamment les frais de déplacement;
- 4° la mention :

"Le montant de euros, correspondant au chèque n° [numéro du chèque], sera acquitté par l'émetteur de chèque, ventilé entre une intervention publique de euros et une quote-part versée par le bénéficiaire de euros.

Le solde à payer s'élevé donc à.... euros et correspond à..... (ex. : la TVA, les frais de déplacement,...)."

Art. 11. Conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, dans le cadre du contrôle et du recouvrement prévu à la section 6 du chapitre 1^{er} du décret du 21 décembre 2016, le SPW EER peut demander tout document utile prouvant que l'aide est utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 8 avril 2019.

Namur, le 4 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202949]

4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung in den Bereichen Wachstum und Entwicklung der Unternehmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absätze 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6 und 20;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die unter www.cheques-entreprises.be zugänglich ist;

5° Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, das nicht zu den folgenden Sektoren gehört:

a) Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code: 03);

b) Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code: 01.1 bis 01.5);

6° Mehrwert: die auf die wallonische Wirtschaft erzeugte Hebelwirkung oder das positive Ergebnis aus der Erbringung von Dienstleistungen, die es möglich machen, Zielsetzungen im Hinblick auf die grundlegende und nachhaltige Umwandlung von Unternehmen, die Steigerung ihrer Effizienz, den Ausbau oder die Diversifizierung ihrer Tätigkeiten, idealerweise gekoppelt mit der Schaffung von Arbeitsplätzen und dem Wachstum des Umsatzes, zu erreichen.

Im Zusammenhang mit Ziffer 6 führen hingegen bestimmte, weniger strukturierende Leistungen betreffend beispielsweise die Aktualisierung von bereits eingeführten Normen, Maßnahmen zur Sensibilisierung der Leistungsempfänger für eine bestimmte Problematik und die Auslagerung von Dienstleistungen, die nur eine Reduzierung der internen Kosten ermöglichen, nicht in hinreichendem Maße zum angestrebten Ergebnis einer Hebelwirkung auf die wallonische Wirtschaft.

KAPITEL II — Schecks aus dem Themenfeld "Wachstum und Entwicklung des Unternehmens"

Art. 2 - Die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen betreffen das integrierte Portfolio in Bezug auf das Themenfeld Wachstum und Entwicklung des Unternehmens.

Dieses Themenfeld besteht aus zwei Schecks:

1° dem Scheck "Diagnose, Wachstum und Entwicklung des Unternehmens";

2° dem Scheck "Betreuung, Wachstum und Entwicklung des Unternehmens".

Sie gelten den Unternehmen, so wie sie in Artikel 1 bezeichnet sind.

Art. 3 - § 1. Die Akten über Beihilfen aus dem integrierten Portfolio werden von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Beihilfen aus dem integrierten Portfolio unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

Art. 4 - Bei der Einreichung enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Scheckantrag;

2° die aus der Plattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Leistungsempfänger und dem Diensteanbieter. Letztere kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

3° die De-minimis-Bescheinigung;

4° die KMU-Bescheinigung.

Beim Abschluss des Schecks enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Leistungsbericht. Letzterer kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

2° die vom Diensteanbieter ausgestellte Rechnung.

Art. 5 - Ziel der Schecks aus dem Themenfeld "Wachstum und Entwicklung des Unternehmens" ist es, die Wachstums- und Entwicklungsstrategie des Unternehmens zu unterstützen, um einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft zu generieren, indem insbesondere Methoden und Verfahren zur Verbesserung der organisatorischen Leistungen oder die kommerzielle Leistungsfähigkeit und Marketingpolitik des Unternehmens gefördert werden.

Die mittels dieser Schecks beihilfefähigen Kostenkategorien decken:

1° die Leistungen, die darauf abzielen, in den nachstehenden Hauptbereichen die Organisationsmethoden zu verbessern oder zu entwickeln, um die operative Exzellenz zu erreichen:

a) Finanzverwaltung;

b) Management der Herstellungs- und Logistikprozesse;

c) Qualitätsmanagement;

d) Anwendung der Sicherheitsvorschriften;

e) Umweltmanagement, mit Ausnahme der Umweltverträglichkeitsprüfungen, und Strategie für die nachhaltige Entwicklung;

f) interne Verwaltung, darunter insbesondere: Verwaltung der menschlichen Ressourcen, unternehmensinterne Entwicklung der Kompetenzen, Unternehmensführung, Organisation und interne Kommunikation;

g) industrielle Politik, insbesondere die Politik in Sachen Investitionen und Produktion;

h) Einführung eines 4.0-Industrie-Arbeitsprozesses;

i) Rechtsberatung in Handelsfragen, insbesondere im Hinblick auf die Ausarbeitung von Vertriebs- und Lizenzverträgen;

j) Rechts- und Finanzberatung im Rahmen eines Technologietransfers.

2° die Leistungen, die darauf abzielen, in den nachstehenden Bereichen die kommerzielle Leistungsfähigkeit zu verbessern oder zu entwickeln:

a) Marketing, e-Marketing und Geschäftsentwicklungspolitik, insbesondere die Erstellung oder Anschaffung von Marktstudien, die Ausarbeitung einer Geschäfts- und Kommunikationsstrategie, die Festlegung eines Geschäfts- oder Marktpositionierungsmodells, die Aufstellung eines Business Plans oder Geschäftsplans;

b) geschäftspolitische Differenzierung der Produkte oder Dienstleistungen, einschließlich der Entwicklung neuer Business-Modelle;

c) Entwicklung oder Verbesserung der externen Kommunikationspolitik mit Ausnahme der Durchführungskosten.

d) Produktdesign, insbesondere neuer Produkte, Neudesign bestehender Produkte, Design von Dienstleistungen, Verpackungsdesign, Textildesign,...

e) Beratungs- und Betreuungskosten in Sachen Innovationsmanagement, insbesondere durch den Einsatz von spezifischen Methoden des Innovationsmanagements, die eventuell die Herstellung eines wirtschaftlich tragfähigen Minimalprodukts einschließen.

Art. 6 - Die beihilfefähigen Kosten, die mit den Schecks aus dem Themenfeld "Wachstum und Entwicklung des Unternehmens" gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens. Sie betreffen, je nach Fall:

a) die Durchführung eines Audits oder einer Diagnose als Untersuchung des Ist-Zustands und Bedarfsanalyse,

b) Betreuungsleistungen im Rahmen der Umsetzung eines Aktionsplans.

Der Scheck "Diagnose, Wachstum und Entwicklung des Unternehmens" umfasst eine Reihe von Leistungen im Zusammenhang mit einem Antrag auf Diagnose oder Bestandsaufnahme, um die Dienstleistungen und deren potenzielle Auswirkungen auf das Unternehmenswachstum zu identifizieren.

Es handelt sich dabei entweder um eine allgemeine Diagnose, die das Unternehmen unter seinen sämtlichen Aspekten ins Auge fasst, oder um eine spezifische Diagnose auf der Grundlage von Prioritäten, die vorher vom Geschäftsführer bestimmt wurden. Die für die Beihilfe in Betracht kommenden Leistungen sind unterschiedlich und können insbesondere Folgende umfassen:

a) eine Diagnose oder Bestandsaufnahme;

b) strategische Empfehlungen, etwa einen Aktionsplan;

c) spezifische Audits.

Je nach der Spezifität der Diagnose wird eine Vorgabe betreffend die Identifizierung der dem Unternehmenswachstum förderlichen Maßnahmen festgestellt und wird ein erster Vorschlag für einen Aktionsplan ausgearbeitet.

Der Scheck "Betreuung, Wachstum und Entwicklung des Unternehmens" bezieht sich auf eine Betreuung im Rahmen des Unternehmenswachstums, die es möglich macht, den Aktionsplan zu verfeinern und dem Geschäftsführer bei der Umsetzung dieses Plans beizustehen.

Art. 7 - Von den im Rahmen des Schecks "Betreuung, Wachstum und Entwicklung des Unternehmens" beihilfefähigen Kosten werden ausgeschlossen:

- 1° die Kosten für die tatsächliche Durchführung und die Umsetzung der Aktionspläne;
- 2° die Rechnungen für wiederkehrende oder routinemäßige Leistungen, die von einem Diensteanbieter für Rechnung ein und desselben Leistungsempfängers erbracht werden, auch wenn die verschiedenen Phasen einer selben Leistung Gegenstand separater Rechnungen sein dürfen;
- 3° die Leistungen in Bezug auf eine Auslagerung, die sich nicht in ein Entwicklungs- und Wertschöpfungskonzept einfügen;
- 4° die Leistungen, die sich aus der ordentlichen Geschäftsführung oder aus der Erfüllung von gesetzlichen Verpflichtungen ergeben, wie u.a. die Führung einer Buchhaltung, die Leistungen in Bezug auf die Anwendung der verbindlichen Sicherheits- und Umweltvorschriften, insbesondere die Einrichtung eines internen Dienstes für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz (IDGS), die Hazard Analysis Critical Control Point (HACCP)-Methode, die Umweltverträglichkeitsprüfungen.

Die Leistungen im Vorfeld der Einführung einer nicht verbindlichen Norm, die in regelmäßigen Abständen zu aktualisieren ist, sind zulässig, die späteren Aktualisierungen jedoch nicht.

Art. 8 - Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten der Schecks "Wachstum und Entwicklung des Unternehmens" entspricht fünfzig Prozent.

Der Gesamtbetrag der öffentlichen Beteiligung, die pro Leistungsempfänger über drei Jahre im Rahmen der Schecks "Wachstum und Entwicklung des Unternehmens" gewährt wird, wird auf 90.000 Euro begrenzt.

Für die Schecks nach Artikel 2 § 2 Ziffer 1 entspricht der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Leistungsempfänger 25.000 Euro über drei Jahre.

Für die Schecks nach Artikel 2 § 2 Ziffer 2 entspricht der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Leistungsempfänger 90.000 Euro über drei Jahre.

Die Leistungen in Form von Dienstleistungen werden jeweils binnen sechs Monaten für Audits und zwölf Monaten ab dem Datum der Zulässigkeit für Betreuungsleistungen im Rahmen der Umsetzung eines Aktionsplans erbracht.

Art. 9 - In Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und den Artikeln 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 dürfen nur die vom ÖDW WBF nach Stellungnahme des Referenzzentrums und ggf. eines spezifischen Beratungszentrums zertifizierten Diensteanbieter die Leistungen im Hinblick auf die Schecks "Wachstum und Entwicklung" erbringen.

Ein Diensteanbieter darf keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Erlasses für ein Unternehmen erbringen, in dessen Verwaltung oder Kontrolle er irgendeine Rolle spielt.

Art. 10 - Im Rahmen der Schecks "Wachstum und Entwicklung" fügt der Diensteanbieter seiner Rechnung neben den in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 verlangten Mindestangaben einen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung bei, der mindestens die folgenden Informationen enthält:

- 1° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;
- 2° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;
- 3° gegebenenfalls eine Unterscheidung zwischen den Leistungen, die im Rahmen der Vereinbarung und denjenigen, die außerhalb der Vereinbarung, wie insbesondere die Fahrtkosten, erbracht wurden;
- 4° den Hinweis:

"Der Betrag von.... Euro, welcher dem Scheck mit Nr. [Nummer des Schecks] entspricht, wird vom Scheckaussteller entrichtet werden, wobei sich dieser Betrag aus einer öffentlichen Beteiligung von.... Euro und einem vom Leistungsempfänger überwiesenen Anteil von.... Euro zusammensetzt.

Der zu zahlende Restbetrag beläuft sich demnach auf.... Euro und entspricht..... (etwa MWSt, Fahrtkosten,...)."

Art. 11 - In Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann der ÖDW WBF im Rahmen der Kontrolle und Beitreibung nach Kapitel 1 Abschnitt 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 jedes nützliche Dokument zum Nachweis dafür verlangen, dass die Beihilfe zu den Zwecken verwendet wird, für die sie gewährt worden ist.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 8. April 2019 in Kraft.

Namur, den 4. April 2019

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202949]

4 APRIL 2019. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake groei en ontwikkeling van de onderneming, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1^o, 3^o en 4^o, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1^o en 2^o, 7, § 1, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1^o en 2^o, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o en 6^o, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6 en 20;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 5 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder :

1^o het decreet van 21 december 2016 : het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2^o het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 : het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3^o de "SPW EER" : de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek);

4^o webplatform : de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6^o, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk op het adres www.cheques-entreprises.be;

5^o onderneming : de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 2^o, van het decreet van 21 december 2016 en die niet onder de volgende sectoren valt :

a) de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code : 03.);

b) de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code : 01.01 tot 01.5).

6^o toegevoegde waarde : het hefboomeffect op de Waalse economie of het positieve resultaat van de dienstverleningen die het mogelijk maken om doelstellingen te bereiken op het vlak van een grondige en duurzame transformatie van de ondernemingen, de verbetering van hun prestaties, de uitbreiding of de diversificatie van hun activiteiten, idealiter gepaard gaande met het creëren van werkgelegenheid en de groei van de omzet.

Wat punt 6^o betreft, daarentegen, leiden bepaalde minder structurende dienstleveringen, zoals de actualisering van reeds ingevoerde normen, acties om de begunstigden bewust te maken van een bepaald problematiek en de uitbesteding van diensten die enkel een vermindering van de interne kosten voor de onderneming mogelijk maken, onvoldoende tot het gewenste resultaat van een hefboomeffect op de Waalse economie.

HOOFDSTUK II. — *Cheques in verband met de thematiek "groei en ontwikkeling van de onderneming"*

Art. 2. De steun toegekend krachtens dit besluit betreft de geïntegreerde portefeuille met betrekking tot de thematiek groei en ontwikkeling van de onderneming. Die thematiek omvat twee cheques : 1^o de cheque "diagnose, groei en ontwikkeling van de onderneming"; 2^o de cheque "begeleiding, groei en ontwikkeling van de onderneming".

Ze zijn toegankelijk voor ondernemingen zoals vermeld in artikel 1.

Art. 3. § 1. De dossiers in verband met de steun van het geïntegreerd portfolio worden behandeld door elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

De beslissing met betrekking tot de ontvankelijkheid, uitbetaling, controle en invordering van de steun van het geïntegreerd portfolio behoort tot elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

Art. 4. Bij de indiening van het dossier zijn de volgende documenten nodig :

1° de door het platform gegenereerde chequeaanvraag;

2° de door het platform gegenereerde overeenkomst tussen begunstigde en dienstverlener. Deze kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun.;

3° het de-minimisattest;

4° het KMO attest.

Bij het afsluiten van het chequedossier bevat het dossier de volgende documenten :

1° het door het platform gegenereerde prestatieverslag. Dit kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun.;

2° de factuur van de dienstverlener.

Art. 5. De cheques van de thematiek "groei en ontwikkeling van de onderneming" hebben tot doel de groei- en ontwikkelingsstrategie van de onderneming te ondersteunen met het oog op het creëren van een toegevoegde waarde voor de Waalse economie en met name door het bevorderen van methoden en praktijken voor de verbetering van de organisatorische prestaties of door het bevorderen van de commerciële prestaties en het marketingbeleid van de onderneming.

De types kosten die in aanmerking komen in het kader van deze cheques zijn de volgende :

1° de prestaties die gericht zijn op de verbetering of ontwikkeling van organisatiemethoden, met het oog op operationele uitmuntendheid, in de volgende hoofdgebieden :

a) financieel beheer;

b) beheer van stromen met betrekking tot productie en logistiek;

c) beheer van de kwaliteit;

d) beheer van de veiligheidsnormen;

e) milieubeheer met uitzondering van de milieu-effectenstudies en de duurzame ontwikkelingsstrategie;

f) intern management, met inbegrip van het beheer van human resources, interne ontwikkeling van vaardigheden, corporate governance, organisatie en interne communicatie;

g) industriebeleid, met inbegrip met name van het investerings- en productiebeleid;

h) de invoering van een Industrieproces 4.0;

i) Juridisch advies in commerciële aangelegenheden, met inbegrip met name van het sluiten van distributie- en licentieovereenkomsten;

j) Juridisch en financieel advies in het kader van een technologietransfer.

2° prestaties die gericht zijn op de verbetering of ontwikkeling van commerciële prestaties in de volgende gebieden :

a) het beleid inzake marketing, e-marketing en handelsontwikkeling, met inbegrip met name van de verwezenlijking of de aankoop van marktonderzoeken, het uitstippelen van een verkoop- en communicatiestrategie, het bepalen van een bedrijfsmodel of marktpositie, de verwezenlijking van een businessplan of van een bedrijfsplan;

b) de differentiëring van de producten of diensten op commercieel vlak, met inbegrip van de ontwikkeling van nieuwe businessmodellen;

c) de ontwikkeling of verbetering van het externe communicatiebeleid, met uitzondering van de uitvoeringskosten.

d) met name de design van nieuwe producten, de nieuwe design van bestaande producten, de design van diensten, de design inzake packaging en textiel,...

e) consultancy- en begeleidingskosten inzake innovatiebeheer, met name door het gebruik van specifieke methoden voor innovatiebeheer, eventueel met inbegrip van de creatie van een economisch leefbaar minimumproduct.

Art. 6. De in aanmerking komende kosten die door de cheques van de thematiek "groei en ontwikkeling van de onderneming" gedekt worden, vallen onder de pijler "advies" van de elektronische portefeuille van de onderneming. Ze betreffen :

a) de verwezenlijking van een audit of diagnose, als onderzoek van de huidige situatie en analyse van de behoeften,

b) prestaties ter ondersteuning van de uitvoering van een actieplan.

De cheque "diagnose, groei en ontwikkeling van de onderneming" omvat een reeks prestaties die gekoppeld zijn aan een aanvraag voor een diagnose of stand van zaken om de diensten en hun potentiële impact op de groei van de onderneming in kaart te brengen.

Deze diagnose is hetzij allround en richt zich op de onderneming in haar verschillende aspecten, hetzij gespecialiseerd in functie van de prioriteiten die vooraf door de bedrijfsleider vastgesteld zijn. De in aanmerking komende prestaties kunnen variëren en kunnen met name bestaan uit :

a) een diagnose of een stand van zaken;

b) aanbevelingen op strategisch vlak, zoals een actieplan;

c) gespecialiseerde audits.

In functie van de specificiteit van de diagnose worden een prestatie met betrekking tot de identificatie van acties die voor de groei van de onderneming gunstig zijn, geleverd, alsook een eerste voorstel voor een actieplan opgesteld.

De cheque "begeleiding, groei en ontwikkeling van de onderneming" richt zich op een ondersteuning van de groei om het actieplan te verfijnen en de bedrijfsleider te begeleiden bij de uitvoering ervan.

Art. 7. Wat de cheque "begeleiding, groei en ontwikkeling van de onderneming" betreft wordt wat volgt uitgesloten van de in aanmerking komende kosten :

1° de kosten van de concrete verwezenlijking en uitvoering van de actieplannen;

2° de factureringen van terugkerende of routineprestaties die door een dienstverlener voor rekening van eenzelfde begunstigde verleend worden, ook al is het toegestaan om de verschillende fasen van eenzelfde prestatie afzonderlijk te factureren;

3° de uitbestede dienstverleningen die geen deel uitmaken van een ontwikkelings- en meerwaardecreatieproces;

4° de prestaties die voortvloeien uit het gewoon beheer of de uitvoering van wettelijke verplichtingen zoals, onder andere, het voeren van een boekhouding, de prestaties in verband met de uitvoering van verplichte veiligheids- of milieunormen, zoals met name de oprichting van een "Service Interne de Prévention et de Protection au Travail (SIPPT)" (interne dienst voor preventie en bescherming op het werk), de HACCP-methode (Hazard Analysis Critical Control Point), milieueffectonderzoeken.

De prestaties geleverd vóór de invoering van een niet verplichte norm die regelmatig bijgewerkt moet worden, zijn toegestaan, terwijl latere bijgewerkte versies niet zijn toegestaan.

Art. 8. Het percentage van de steun met betrekking tot de in aanmerking komende kosten van de cheques "groei en ontwikkeling van de onderneming" bedraagt vijftig procent.

Het totale bedrag van de overheidssteun die over een periode van drie jaar per begunstigde wordt toegekend in het kader van de cheques "groei en ontwikkeling van de onderneming" is beperkt tot 90.000 euro.

Voor de cheques bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, bedraagt het maximumbedrag van de overheidssteun 25.000 euro per begunstigde over een periode van drie jaar.

Voor de cheques bedoeld in artikel 2, § 2, 2°, bedraagt het maximumbedrag van de overheidssteun 90.000 euro per begunstigde over een periode van drie jaar.

De prestaties worden binnen zes maanden verleend voor audits en binnen twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheidsdatum voor prestaties ter begeleiding van de uitvoering van een actieplan.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en de artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, mogen enkel de dienstverleners die door de "SPW EER" gelabeld zijn, na advies van het referentiecentrum en, in voorkomend geval, van een specifiek adviescentrum, de dienstverleningen in verband met de cheques "groei en ontwikkeling" uitvoeren.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld in dit besluit uitvoeren voor een onderneming waarin hij op gelijk welke wijze in het beheer of de controle betrokken is.

Art. 10. In het kader van de cheques "groei en ontwikkeling" voegt de dienstverlener bij zijn factuur een executieverslag dat minstens de volgende gegevens bevat, naast de minimumelementen bedoeld in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 :

1° de gedetailleerde planning van de werkelijke dagen van dienstverlening;

2° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;

3° in voorkomend geval, een onderscheid tussen de dienstverleningen die in het kader van de overeenkomst uitgevoerd worden en die die buiten de overeenkomst uitgevoerd worden, zoals met name reiskosten;

4° de vermelding :

"Het bedrag van..... euro, dat overeenkomt met chequenr. [chequenummer], zal worden betaald door de uitgever van de cheque, verdeeld tussen een overheidssteun van..... euro en een aandeel betaald door de begunstigde van..... euro.

Het te betalen saldo bedraagt dus..... euro en komt overeen met..... (bijv. : BTW, reiskosten,...)."

Art. 11. Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden, kan de "SPW EER", in het kader van de controle en de invordering als bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016, elk nuttig document opvragen dat bewijst dat de steun gebruikt wordt voor de doeleinden waarvoor hij wordt toegekend.

HOOFDSTUK III. — *Eindbepaling*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202950]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de transmission d'entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1°, 3° et 4°, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 6 et 20;